

Le meilleur trimestre de l'histoire de Domtar

JACQUES BENOIT

Après avoir frôlé le désastre au cours des quatre premières années de la décennie, Domtar vient de connaître le meilleur trimestre de son histoire, avec un bénéfice net de 75 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires en hausse de 48 p. cent à 679 millions.

Au même trimestre il y a un an, le grand fabricant de pâtes, de papiers et de matériaux de construction, qui commençait alors à peine à se sortir de ses difficultés, avait essuyé une perte nette de 15 millions.

« On a surpassé tous nos concurrents, avec le meilleur bénéfice de toute l'industrie canadienne. Ça montre le potentiel de cette compagnie », s'est félicité son président et chef de l'exploitation, M. Stephen Larson, au cours d'une rencontre avec la presse après l'assemblée annuelle des actionnaires.

Lesquels ont été régalez d'un excellent buffet, signe on ne peut plus tangible du bon état de santé du groupe...

C'est la hausse de la demande, mais aussi la montée des prix qui expliquent cette progression impressionnante du chiffre d'affaires au premier trimestre, a expliqué son président en substance. Or, prévoit-il, tous les facteurs qui ont contribué au redressement

de Domtar en 1994, dont le bénéfice net a alors atteint (comme au premier trimestre) 75 millions de dollars, devraient être au rendez-vous également cette année. A savoir la même gamme gagnante de produits (« product mix »), des coûts de revient en recul avec une productivité en hausse, etc.

Cela devrait-il être le cas, « il est à peu près probable que l'année sera une année record », a-t-il dit.

Les liquidités

Depuis 1990, a-t-il rappelé aux actionnaires, le groupe s'est imposé une cure d'amalgamation importante: baisse des effectifs qui ont été réduits de 4000 personnes, diminution marquée du nombre de secteurs d'activités (cinq aujourd'hui contre 12 précédemment), diminution également du nombre de divisions qui a été ramené à huit, alors qu'il y en avait 12 par le passé.

« C'était dans un contexte de restructuration en profondeur destinée à assurer sa survie », a dit M. Pierre Lamy, vice-président du conseil et président de l'exécutif.

Néanmoins, Domtar est à revoir son plan stratégique, ce qui devrait être terminé d'ici juin, « afin de lui assurer une croissance solide », a indiqué son président. Rien n'est à vendre, a-t-il précisé devant la presse, mais tout sera scruté de près.

D'ici à ce que cette révision soit terminée, et quoique le conseil doive également se pencher sur ce sujet, il n'est pas question pour le groupe, qui dispose de plus de 500 millions en liquidités, d'attribuer un dividende, ont fait savoir ses dirigeants. D'autant que l'entreprise est soumise « à des restrictions liées à sa dette et à sa performance », a signalé M. Pierre Fitzgibbon, premier vice-président et directeur des finances.

Sa dette représentant aujourd'hui 43 p. cent de l'avoir des actionnaires, l'objectif est de la ramener à « 30-35 p. cent d'ici la fin du cycle haussier », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, des négociations sont toujours en cours entre le groupe et son ex-président et chef de la direction, M. Pierre Desjardins, sur la somme que touchera celui-ci à titre d'indemnité de départ. « En temps et lieu, on fera une annonce », a dit M. Lamy au sujet de la nomination de celui qui devrait finir par le remplacer au poste de chef de la direction.

Bien que Québec détienne 43 p. cent de Domtar par le truchement de la SGF (24 p. cent) et de la Caisse de dépôt (19 p. cent), l'assemblée d'hier s'est tenue essentiellement en anglais, M. Larson ignorant la langue de Molière.



M. Stephen Larson

PHOTO CP

L'usine de pâte de Donohue Matane doit rouvrir bientôt

L'AURIER CLOUTIER

L'usine de pâte de Donohue Matane rouvrira « le 26 mai, au plus tard le premier juin prochain ».

Mario Trudel, directeur des ressources humaines de la filiale de la société papetière Donohue, l'a confirmé hier en interview, à la suite d'une conversation avec le coloré Pierre Péladeau, président de Québecor, la maison-mère.

La société d'État Rexfor et Donohue se partagent, à parts égales, la propriété de Donohue Matane — une nouvelle usine inactive depuis trois ans à la suite de seulement 10 mois d'exploitation. La Société de développement industriel du Québec a accepté de rééchelonner la dette de plus de 100 millions pour favoriser la relance de l'usine, vue la forte hausse des prix du papier. La compagnie a réembauché 118 des 125 employés.

Quelques jours avant les assemblées annuelles de Québecor et d'Imprimeries Québecor, Pierre Péladeau se déclare très satisfait de leurs résultats.

Il souligne aussi la contribution de ses fils, Erik et Pierre-Karl. Ce dernier « en a épais sur le dos. Il chapeaute neuf usines en Europe, où le potentiel s'annonce prometteur. Il rentrera hier soir de Paris » pour participer aux assemblées annuelles.

M. Péladeau revient par ailleurs d'une virée avec Erik au « Texas, au Tennessee et en Virginie. Québecor y possède des imprimeries immenses. On repartira bientôt pour la Californie et l'Ouest américain. »

INDICES

MONTREAL	2108,82	-21,39
VARIATION JOUR:	-1,00%	AN: 8,37%

TORONTO	4249,98	-33,35
VARIATION JOUR:	-0,78%	AN: 1,99%

NEW YORK	4230,66	23,17
VARIATION JOUR:	0,55%	AN: 15,83%

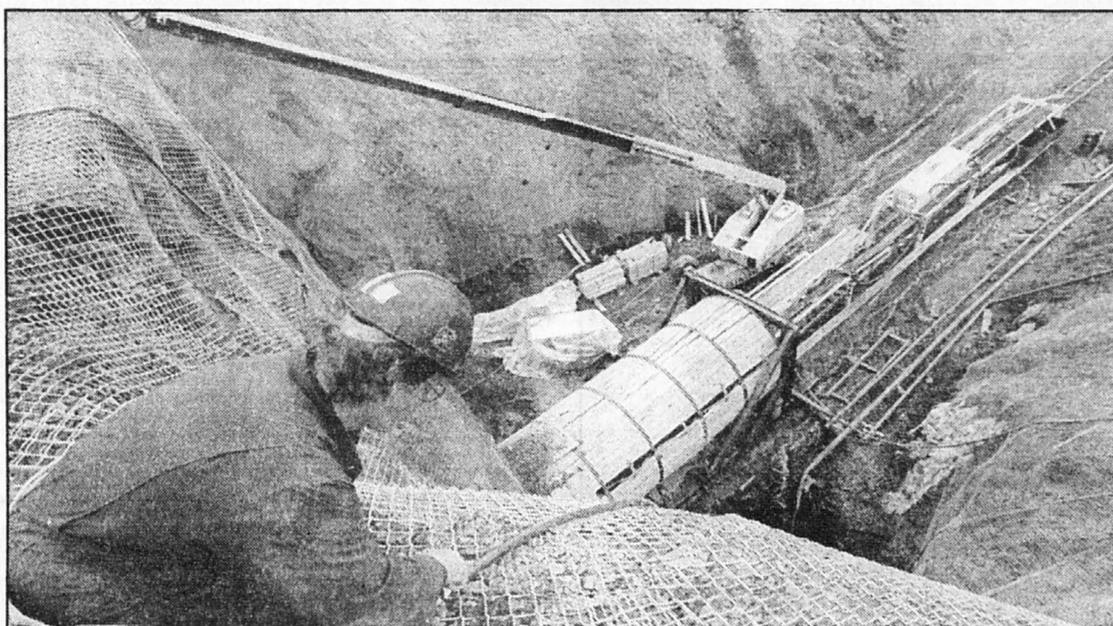
MEXIQUE	1829,98	37,23
VARIATION JOUR:	2,08%	AN: -11,82%

DOLLAR	73,07 cents US	0,17
VARIATION JOUR:	0,23%	AN: 0,74%

OR	392,5 \$US	-2,40
VARIATION JOUR:	-0,61%	AN: 5,20%

PÉTROLE	20,53 \$US	0,10
VARIATION JOUR:	0,49%	AN: 21,48%

DOSSIER



PHOTOS ROBERT MAILLOUX, La Presse

Voici l'aspect qu'avait le chantier du gazoduc au tout début des travaux.

Le gazoduc sous le fleuve se construit en tapinois

LISA BINSSE



Il y a aussi une énorme machine — un tunnelier — qui, à pas de tortue, gruge le roc sous le fleuve.

C'est à partir de ce point sur la rive sud que la société Gazoduc Trans Québec & Maritimes (Gazoduc TQM) commence effectivement la construction d'un tunnel sous-fluvial de 3,5 kilomètres qui se rendra de l'autre côté à Saint-Augustin-de-Desmaures. Déjà huit mètres avaient été creusés avant la dernière vague de froid qui a stoppé les travaux.

Ce tunnel sous le fleuve est une partie d'un plus grand projet, soit la construction d'un gazoduc d'une longueur de 13,5 kilomètres qui transportera, à compter du 1^{er} novembre, le gaz naturel sur la rive sud, où les entreprises attendent sa venue depuis longtemps. Le coût de cette extension est de 27,5 millions de dollars. M. Robert Turgeon, président de TQM, assure qu'il pourra respecter son budget, « si les dieux sont de notre côté et s'il n'y a pas de surprise ».

Ce projet, dont la construction a débuté début mars, trainait sur les tablettes depuis longtemps. M. Turgeon précise en interview que l'idée d'une extension sous-fluviale remonte aux années 1980. A l'époque, TQM lognait les Maritimes, projet finalement mis de côté à cause de son coût.

Depuis cinq ans

C'est depuis cinq ans qu'est envisagée la traversée du Saint-Laurent. La société, dit M. Turgeon, a mené des études pour déterminer si les volumes requis y étaient. « La région de la rive sud court après nous autres depuis longtemps. Le conseil économique de la région soutenait que si le gaz naturel n'y était pas, l'industrie n'y viendrait pas. »

« On n'est pas une entreprise philanthropique. Les marchés n'y étaient pas. Depuis, ils sont devenus plus évidents. »

Le projet de reconverter en stockage

souterrain un gisement encore en exploitation à Saint-Flavien, sous la responsabilité du consortium Intra Gaz (Gaz de France et Soquip) a donné un bon coup de main. Le gazoduc permettra au site d'être relié au réseau de Gaz Métropolitain. Les travaux techniques se poursuivent pour déterminer si le site est bon et, si tout va bien, le site pourrait être en exploitation à l'automne 1996.

Un autre coup de pouce est venu de l'extension du réseau de Gaz Métropolitain dans le cadre du programme d'infrastructures Canada-Québec. Ceci permettra au réseau de s'étendre notamment vers la Beauce, qui pourra être raccordée dès le 1^{er} novembre.

« On veut être là pour les volumes actuels, déclare M. André Caillé, président et chef de la direction de Gaz Métropolitain, et pour les volumes futurs. » M. Caillé pense que la rive sud peut devenir le site d'un parc industriel, comme celui de Bécancour, pour desservir la région de Québec, et d'une installation portuaire. « Il y a là un potentiel et on veut y être. »

De plus, l'idée initiale d'amener le gaz naturel de l'Ouest aux Maritimes n'est pas morte, du moins pas dans l'esprit de M. Caillé.

Technique éprouvée

TQM, dans laquelle Gaz Métropolitain détient un intérêt de 50 p. cent, a obtenu en novembre l'autorisation de l'Office national de l'énergie de prolonger son réseau de transport de gaz naturel. Les travaux de construction, qui ont débuté en mars, procureront de l'emploi à entre 200 et 400 personnes.

Présentement, explique M. Turgeon, si l'on se rend sur les lieux, on verra un trou avec une rampe qui descend au fond où un tunnelier, s'appuyant sur la face du roc, gruge lentement dans la pierre friable. Pour des questions de sécurité, il y a 12 mètres de roc au-dessus du tunnel sous le lit du fleuve.

Le tunnelier a trois mètres de diamètre. TQM l'a acheté de la compagnie Foundation et l'a fait remettre à neuf au coût de 1,2 million de dollars. La machine peut creuser 30 mètres par jour et M. Turgeon espère pouvoir terminer le tunnel d'ici septembre. Il admet que l'échéancier est très serré. Des conditions anormales dans le roc ou un bris de machinerie pourraient retarder les travaux. Toutefois le roc a été sondé avant que cette étape soit entreprise et on ne prévoit pas de surprise.

Les travaux s'y font 24 heures sur 24, sur cinq ou six jours. Il y a deux quarts de 10 heures et deux heures d'entretien entre les quarts.

Une charpente de bois retenue par du métal protège la machine et les travailleurs autour et sert aussi de point d'appui au tunnelier, tout en lui permettant d'avancer dans le roc. Une fois le creusage terminé, la structure du tunnel sera faite de bois. Du béton sera coulé entre la structure et le roc, et le bois sera alors remplacé ou recouvert de béton.

Il s'agit, dit M. Turgeon, d'une technique de construction éprouvée. Il n'y aura pas de problème majeur d'infiltration d'eau. De toute façon, des pompes y seront installées en permanence pour parer aux infiltrations normales. Le tunnel disposera aussi d'un système de ventilation permanent, de détecteurs de gaz naturel et d'électricité. Des bâtiments d'accès seront construits sur chaque rive.

Par la suite, des contreventements seront posés pour le pipeline, un tuyau de 406,4 mm (16 pouces) dans lequel passera le gaz naturel. Ce tuyau pourra transporter 11 milliards de pieds cubes de gaz par année.

Ce sont surtout des entreprises qui vont bénéficier de cet apport en gaz naturel. Gaz Métropolitain a déjà des petits réseaux sur la rive sud de Québec, dans la région de Lévis-Saint-Romuald, qui ne sont pas reliés à son réseau principal. Ces réseaux sont desservis par semi-remorques. L'extension du gazoduc permettra de raccorder ces petits réseaux.

De plus, le gazoduc va faire la jonction avec l'extension du réseau du distributeur dans la région de Charny et de la Beauce et permettre un jour de relier le site de stockage de Saint-Flavien au réseau. En tout, quelques 800 nouveaux clients potentiels pour Gaz Métropolitain, dont 130 ont déjà signé des contrats d'approvisionnement.

Le tunnel sera suffisamment grand pour permettre la présence de quatre conduites avec de l'espace pour y marcher. Une traversée complète du tunnel sera faite au moins une fois par année. Ceci facilitera l'entretien. M. Turgeon note que le tunnel est construit plus gros dans l'espoir de trouver d'autres utilisateurs, comme Bell Canada qui pourrait y passer de la fibre optique. M. Turgeon précise qu'aucune démarche n'a été faite en ce sens. Toutefois certains ont exprimé un intérêt dans le passé.

Votre actif est d'environ 81 300 \$! Surpris ?

Presse Canadienne
OTTAWA

Quel est l'actif du Canadien moyen ?

Environ 81 300 \$, en 1994, selon Statistique Canada.

Cet actif net moyen est supérieur d'environ 1900 \$ à celui de 1993.

« Cette augmentation de l'actif s'est traduite par l'acquisition de biens tangibles tels des voitures, des usines, des ordinateurs, des maisons, de l'électroménager et des terrains aménagés », explique l'agence fédérale.

En tout, l'actif net du Canada s'établissait l'an dernier à 2,4 billions de dollars, données qui ne tiennent pas compte de la valeur des terres publiques ainsi que des richesses minières et forestières. Ces données sont en hausse constante depuis 1991.

En tout, les biens du Canada s'établissent à environ 2,7 billions de dollars, l'an dernier, et seulement 339 milliards étaient aux mains d'étrangers. Un billion représente 1000 milliards.

Selon Statistique Canada, l'actif du Canada a augmenté dans tous les secteurs, mais à des cadences variables.

Ainsi, les investissements commerciaux ont grimpé en 1994 en raison des profits plus élevés touchés par les grandes corporations, ce qui a contribué à faire augmenter la valeur des biens du pays.

Les compagnies ont acheté de la machinerie, de l'équipement et divers autres biens l'an dernier, augmentant leur actif de 3,0 pour cent sur 1993.

En 1994, selon l'agence, environ la moitié de l'actif de tout le pays était aux mains des particuliers.

Nouveau record à Wall Street

D'après AFP et PC

La Bourse de New York a battu un nouveau record hier, dopée par les bons résultats financiers des entreprises américaines au premier trimestre.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 4230,66 en hausse de 23,17 points (0,55 p. cent). Son record précédent de 4208,18 points remonte à jeudi dernier.

L'activité a été très soutenue avec quelque 366 millions de titres échangés, à la veille de l'expiration mensuelle d'options liées aux indices boursiers (la journée des deux sorcières, disent les courtiers).

« Les résultats trimestriels des entreprises sont très encourageants », a indiqué Ed La Varnway, analyste chez First Albany, « trois résultats sur quatre sont conformes ou dépassent les attentes ».

La progression du principal indicateur de Wall Street a été également attribuée à des opérations de mises à jour et à des habillages de portefeuilles avant les expirations de vendredi. « Les investisseurs ont anticipé les échéances de demain », a souligné M. La Varnway.

Unitel: plusieurs options s'offrent à Rogers Communications

Les banques participent notamment aux discussions entre actionnaires de l'entreprise en difficulté

MAURICE JANNARD

Les discussions ont repris entre les actionnaires d'Unitel au lendemain de la décision de Rogers Communications Inc. (RCI), de ne pas se porter acquéreur du bloc-contrôle des actions détenues par la société Canadienne Pacifique.

Un porte-parole du CP a affirmé hier à *La Presse* que les pourparlers entre actionnaires incluent également les banques à charte qui détiennent des créances auprès de l'entreprise téléphonique.

Unitel doit 650 millions à ses créanciers et elle a jusqu'à la fin avril pour obtenir un nouveau financement.

Une perte de 1 million par jour

Numéro deux de l'interurbain au Canada, Unitel a encaissé en 1994 une perte de 239 millions. La compagnie perd 1 million par journée ouvrable.

Le Canadien Pacifique détient 48 p. cent des actions d'Unitel et il a manifesté clairement son intention de liquider cet actif en début d'année. Le CP avait proposé de vendre ses intérêts à RCI pour une somme de 200 millions, soit à peu près l'équivalent de la valeur au livre.

En fait, selon un analyste financier de la firme de courtage Lévesque Beaubien Geoffrion, M. Normand Roy, les options du CP sont plus limitées que celles de son partenaire.



(PC)

« Il y a une stratégie de négociations de la part de Rogers », a déclaré à *La Presse* celui-ci. La compagnie de Ted Rogers, qui détient 32 p. cent des actions d'Unitel, peut exiger du CP un prix moindre, dit le spécialiste.

Cette avenue pour le CP est préférable à celle de radier tout simplement son investissement dans Unitel. Selon une autre source, une liquidation de l'actif représente une perte de 0,62 \$ pour l'action du Canadien Pacifique.

Cette compagnie possède toutefois une solide encaisse de 1,2 milliard.

Selon M. Roy, du côté de RCI, les options sont les suivantes : une radiation de l'actif, la vente de ses intérêts à une tierce partie ou une nouvelle proposition d'achat des actions du Canadien Pacifique.

Il est question que Sprint soit intéressée à acquérir son concurrent.

Aux États-Unis, Sprint est le troisième opérateur interurbain en importance.

Au Canada, le marché de l'interurbain est évalué à 6,8 milliards annuellement. Le groupe Stentor c'est-à-dire, Bell Canada et ses partenaires, détient 82 p. cent du marché et les autres compagnies, le reste.

De ce groupe, Unitel vient en tête avec 30 p. cent du marché, suivie de Sprint Canada, 18 p. cent.

L'analyste de LBG estime que Rogers tente de jouer sur deux tableaux, la câblodistribution et le téléphone interurbain. Le secteur de la câble est jugé plus primordial pour la compagnie.

Banques actionnaires?

Un refinancement de la dette d'Unitel pourrait voir les banques devenir actionnaires de la compagnie, situation préférable à la radiation simple de cet actif où les institutions financières ont plus à perdre, souligne M. Roy.

Le troisième actionnaire d'Unitel est le géant américain AT&T qui possède 20 p. cent. La proposition qui vient d'être rejetée par RCI aurait permis à la société américaine de porter ses intérêts à hauteur de 33 p. cent.

À la fin de l'année dernière, le gouvernement fédéral a amendé la législation sur les télécommunications, permettant à une entreprise étrangère de posséder 33 p. cent des actions au lieu de 20 p. cent seulement.

Kerkorian éprouve des difficultés à financer son OPA sur Chrysler

Agence France-Presse
NEW YORK

Le milliardaire californien Kirk Kerkorian rencontre des difficultés pour financer son projet d'OPA de 22,8 milliards de dollars sur Chrysler, a rapporté hier le Wall Street Journal citant des sources financières.

M. Kerkorian a subi un revers avec la décision de la banque d'investissement Bear Stearns de ne pas participer à l'opération, alors qu'elle avait dans un premier temps accepté un rôle de conseil, selon le quotidien des affaires.

Bear Stearns devait aider Tracinda, la firme de M. Kerkorian, à lever les quelques 20 milliards de dollars nécessaires au succès de l'opération.

Selon le Wall Street Journal, Bear Stearns s'est retirée à la demande du constructeur automobile, qui fait d'autre part pression sur toutes les banques avec lesquelles il a des relations d'affaires pour les dissuader d'aider M. Kerkorian.

Il n'avait pas été possible d'obtenir confirmation du retrait de Bear Stearns hier en milieu de matinée.

Bear Stearns, qui compte Chrysler parmi ses principaux clients, aurait renoncé, après avoir compris qu'une tentative de rachat serait inévitablement perçue comme hostile par le groupe de Detroit.

Lors de l'annonce de son projet la semaine dernière, M. Kerkorian s'était présenté comme un défenseur de Chrysler, de sa direction et de ses salariés. Mais la présence de l'ancien PDG de Chrysler Lee Iacocca à ses côtés et le refus brutal de Chrysler d'envisager toute coopération ont rendu le dialogue impossible entre les protagonistes.

Mercredi, malgré les assurances de Tracinda de ne pas procéder à des licenciements, le puissant syndicat des ouvriers de l'automobile UAW a condamné la tentative de M. Kerkorian et Iacocca.

Le syndicat a qualifié de particulièrement scandaleuse l'intention de Tracinda de financer une partie du rachat en puisant dans les réserves financières accumulées par Chrysler en prévision d'une récession future. C'est un exemple classique de la mentalité « Servons-nous pendant qu'on peut » qui a brisé tant de compagnies américaines dans les années 80, s'indigne l'UAW.

La Banque du Canada loue la compétitivité des entreprises

Presse Canadienne

Les compagnies canadiennes n'ont plus besoin d'un dollar faible pour pénétrer les marchés étrangers, estime le gouverneur de la Banque du Canada.

Selon Gordon Thiessen, les firmes canadiennes n'ont pas menagé les efforts pour accroître leur efficacité, contrôler leurs coûts et faire la promotion de leurs produits.

« Les entreprises canadiennes peuvent espérer demeurer compétitives dans l'avenir sans pour autant devoir compter sur la faiblesse du dollar », peut-on lire dans le texte d'une allocution prononcée hier par M. Thiessen devant la Chambre de commerce de Kitchener en Ontario.

Un dollar sous-évalué - surnommé à la blague le peso canadien au début de l'année - rend les produits canadiens très attrayants pour les clients étrangers.

PRIX CANADIENS DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ 1995

APPEL DE CANDIDATURES

Réunies dans une même personne, la créativité, l'innovation, l'audace et la détermination de réussir créent un style personnel qui trace la voie du succès aux autres.

Les Prix canadiens de l'entrepreneuriat féminin ont été conçus pour honorer les femmes qui transforment leurs visions en réalité. Ils sont décernés dans six catégories:

Nouvelle entreprise. La récipiendaire est en affaires depuis au moins trois ans et au plus cinq ans. Son entreprise fournit un produit, un service, ou une stratégie commerciale de nature novatrice et possède un solide plan de croissance.

Succès soutenu. La récipiendaire est propriétaire de son entreprise depuis vingt ans ou plus et elle demeure activement engagée dans son exploitation. Son succès est une inspiration pour ses contemporaines et pour les générations montantes. Ce prix veut rendre hommage aux pionnières de l'entrepreneuriat.

Qualité soutenue. La récipiendaire a démontré sa capacité de développer et de maintenir l'excellence dans tous les secteurs d'activité touchés par son entreprise: clientèle, personnel, collectivité et environnement.

Retombées sur l'économie locale. Dans l'établissement ou l'expansion de son entreprise, la récipiendaire a fait un apport important à l'essor de l'économie locale par la création d'emplois, et elle a encouragé d'autres entreprises à faire de même.

Rayonnement international. La récipiendaire est propriétaire d'une entreprise canadienne qui a

accru ses ventes en s'ouvrant des marchés d'exportation. Au moins 30% de son chiffre d'affaires doit avoir été réalisés hors du Canada.

Revitalisation d'une entreprise. Les compétences de gestion de la récipiendaire ont revitalisé ou repositionné une entreprise stagnante ou en faillite au point où elle affiche au moins deux années de stabilité financière et une croissance financière suffisante pour assurer son avenir.

Chaque lauréate recevra une épingle en or 18 carats conçue spécifiquement et donnée par Tiffany & Co. pour exprimer le talent innovateur, la détermination et les qualités qui caractérisent l'entrepreneuriat féminin.

La cérémonie de remise des prix aura lieu le vendredi 13 octobre dans le cadre d'un colloque de deux jours pour entrepreneurs qui se tiendra les 13 et 14 octobre au Vancouver Trade & Convention Center, à Vancouver (C.-B.).

Les formules de mise en candidature sont disponibles à la succursale de la Banque de Montréal la plus proche ou au bureau du **Financial Post**. Les entrepreneurs sont invités à poser leur propre candidature. La date limite pour proposer une candidate est le 5 juin 1995.

Pour en savoir plus long, communiquer avec **Ginette St-Germain** au (514) 872-8516.

Le programme des Prix canadiens de l'entrepreneuriat féminin est une initiative du Women's Entrepreneurship Program, Faculty of Management, Université de Toronto.



CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Nouveau Brunswick POSSIBILITÉS D'EMPLOI

Le ministère de la Santé et des Services communautaires recherche une personne pour combler le poste de pharmacien-conseil à la Division des services aux établissements de Fredericton. Il s'agit d'un poste comportant d'importantes responsabilités et qui requiert des compétences en matière de gestion, d'administration et d'évaluation des pharmacies d'hôpital.

La personne choisie veillera, par le biais de services de consultation, à la bonne marche des services pharmaceutiques hospitaliers fournis par les hôpitaux et les foyers de soins, et conseillera les représentants des hôpitaux, des foyers de soins et du ministère. Vous devez posséder un baccalauréat des sciences (pharmacie) et posséder un minimum de 8 années d'expérience connexe, dont au moins 6 en gestion de services pharmaceutiques hospitaliers. En outre, un stage de formation en pharmacie dans le cadre d'un programme reconnu sera considéré comme un atout. La personne devra également satisfaire aux critères d'admission de l'Ordre des pharmaciens du Nouveau-Brunswick et l'Ordre des pharmaciens d'hôpitaux canadiens. La connaissance de l'anglais et du français parlés et écrits est nécessaire. Ce concours prendra fin lorsqu'une personne qualifiée sera trouvée. N'hésitez pas à faire parvenir votre curriculum vitae au Ressources humaines, Ministère de la Santé et des Services communautaires, C.P. 5100, Fredericton (N.-B.), E3B 5G8, en précisant le numéro de concours NB 35-95-0006. Vous pouvez vous procurer une formule de demande d'emploi à n'importe quel bureau du gouvernement provincial.

PHARMACIEN-NE CONSEIL
43 134 \$ À 55 758 \$ PAR ANNÉE
CONCOURS OUVERT

Giorgio s'apprête à passer aux restos jumeaux et triplets

Le nouveau concept sera axé sur le poulet

LAURIER CLOUTIER

Giorgio passera aux restos jumeaux et triplets et compte ainsi doubler son chiffre d'affaires rapidement.

George Despatie doit lancer dans un mois un troisième concept, axé sur le poulet cette fois, et dont il fait le nom pour l'instant. Discrètement, le président de Giorgio mise déjà sur un deuxième type de resto-bistro depuis cinq ans, le Steak frites. Il veut à l'avenir lancer un nouveau concept tous les trois ans.

Fondé en 1977, le groupe de 1000 employés compte actuellement 30 salles à manger, dont les trois Steak frites. Le réseau doit passer à 45 établissements. Comme dans le cinéma, où on a multiplié les écrans récemment, George Despatie va jumeaux les restos dans les mêmes locaux, avant de les tripler, chaque fois que l'espace et l'intérêt des franchisés le permettent.

Il réaliserait ainsi une première dans la restauration, une industrie de trois milliards au Québec, où les firmes de l'extérieur arrivent en grand nombre et où les chaînes gagnent rapidement du terrain sur les indépendants. Les Steak frites voisinent déjà des Giorgio. Le Giorgio à

proximité de Place Dupuis comptera dans un mois, au sous-sol, le premier nouveau resto au poulet du groupe.

Ainsi, George Despatie passerait de 32 à 80 millions en cinq ans, seulement au Québec, mais il entretient aussi un développement prometteur en Ontario et aux États-Unis, avec des partenaires.

Tous ces projets témoignent de la relance de Restaurants Giorgio (Amérique), avec le nouveau plan d'affaires Agenda 2000 et les nouvelles couleurs.

La compagnie privée complètera son exercice financier dans deux semaines mais George Despatie anticipe déjà des profits « dans les six chiffres » sur un chiffre d'affaires de 32 millions. L'an dernier, le groupe accusait un déficit d'un million sur un volume de 30 millions. Il a alors invoqué la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et fait accepter par ses créanciers une proposition de paiement de 70 p. cent de ses factures. Il a surtout fermé deux restos non rentables et renégocié le bail d'un troisième afin de dégager des fonds pour la rénovation de restaurants et la relance.

Les futurs jumeaux et triplets partageront la même cuisine, les mêmes dirigeants et le même réseau informatique.

Et maintenant, un conseil de Frank Mersch, nommé gestionnaire de fonds de l'année par la revue *Investment Executive*:

Personne ne peut garantir les rendements futurs. Toutefois, les clients d'Altamira qui ont su faire preuve de patience ont été largement récompensés. Nous vous recommandons d'investir dans notre Fonds d'actions des plus performants afin de tirer parti de la croissance à l'échelle mondiale par le biais de sociétés canadiennes. «Étant donné la faiblesse du marché à l'heure actuelle, il existe des occasions d'achat très intéressantes qui ne dureront probablement pas.» - Frank Mersch.

«ACHETEZ»

Altamira demeure optimiste à l'égard du Canada. Les fonds communs de placement sont vendus uniquement par voie de prospectus. Le prospectus simplifié contient des renseignements importants que nous vous recommandons de lire attentivement avant de souscrire. La valeur des parts et le rendement des placements varieront. Tous les fonds communs de placement Altamira sont sans commission; seuls s'appliquent des frais uniques d'ouverture de compte de 40 \$.

Appelez-nous dès aujourd'hui. Nous vous enverrons une trousse gratuite d'information sur nos fonds communs de placement ou, si vous le désirez, demandez à l'un de nos spécialistes des fonds communs de placement de plus amples renseignements sur nos fonds sans commission.



Composez le

499-1836; ailleurs au Québec : 1-800-361-2354

Nous offrons aussi des ateliers gratuits dans le but de vous aider à planifier vos placements.

Les PME n'ont guère confiance en leur banquier

RICHARD DUPAUL

Même si on se dit assez satisfait des services rendus par les institutions financières, les PME n'ont guère confiance que leur banquier apportera le soutien nécessaire en cas de difficultés financières.

C'est ce qu'indique un sondage de la firme SOM réalisé cet hiver pour le compte du Groupement québécois d'entreprises.

L'enquête visait notamment à mesurer le degré de satisfaction des membres du Groupement à l'égard des institutions financières. Les répondants devaient se prononcer sur plusieurs aspects du service à la clientèle.

Lorsqu'on leur demande s'ils ont l'assurance que la banque ou la caisse populaire « sera là en cas de coups durs », les répondants accordent une note plutôt faible de 5,7 sur 10 à leur banquier. Une note inférieure à 6 est habituellement considérée comme un aspect à améliorer en priorité, explique SOM.

La contribution de la banque à la croissance de l'entreprise reçoit par ailleurs une note de 6,1, tandis qu'on attribue un score de 6,7 à son banquier au sujet de sa compréhension des besoins de l'entreprise.

À l'inverse, les entrepreneurs semblent en sécurité avec leur prêteur « à long terme » (8 sur 10), alors que la qualité de la relation avec le responsable du compte est aussi un aspect positif (7,6).

Les membres du Groupement, qui représentent quelque 600 chefs d'entreprise, accordent une note de 7,3 à la qualité du service en général des institutions fi-

nançières. L'enquête, menée du 20 février au 31 mars, a été réalisée à l'aide d'un questionnaire expédié aux membres du Groupement. Des 550 questionnaires distribués, 316 ont été retournés. La marge d'erreur est de 3,7 p. cent à un niveau de confiance de 95 p. cent.

Selon le sondage, les principales institutions finançant les marges de crédit des entreprises du Groupement sont la Banque Nationale (32 p. cent), la Banque Royale (20 p. cent), les Caisses populaires (20 p. cent) et la Banque de Montréal (11 p. cent).

En outre, on apprend que le volume d'affaires moyen des PME du Groupement a connu une hausse constante depuis 1992 d'environ 8 p. cent par année, alors que leurs effectifs ont enregistré une progression similaire de 7 p. cent. Si les projections des dirigeants s'avèrent justes, la progression des revenus serait de l'ordre de 14 p. cent en 1995.

Notons que plus de 60 p. cent des dirigeants d'entreprises, dont les ventes ont baissé dans les deux dernières années, affirment qu'ils vendraient leur compagnie si l'occasion se présentait.

Beaucoup d'entreprises doivent leur survie à une poignée de gros clients. En fait, les trois principaux clients des dirigeants interrogés représentent en moyenne 39 p. cent des ventes.

Près des deux tiers des entreprises (61 p. cent) investissent dans les technologies de pointe, alors que 87 p. cent des dirigeants affirment investir en formation.

Le guichet unique reste un mythe, selon le président de Lévesque Beaubien Geoffrion

PAUL DURIVAGE

« On rêve du comptoir unique. Mais, en pratique, c'est un comptoir incompétent à tout régler », a déclaré hier le président de la firme de courtage Lévesque Beaubien Geoffrion (LBG), précurseur dans les années 80 du fameux concept où les épargnants et investisseurs devaient pouvoir régler tant leurs transactions financières et bancaires que satisfaire leurs besoins en assurances vie et générales.

M. Brunet échangeait hier ses vues avec les membres du Cercle finance et placement du Québec, au cours d'un déjeuner-causerie tenu dans un hôtel de Montréal. Selon lui, le super-courtier généraliste n'est pas encore né. Le public, de toutes manières, préfère répartir ses oeufs dans plusieurs paniers, souligne-t-il. En France et en Allemagne, où les banques, assureurs et courtiers forment ménage depuis longtemps, ces métiers sont encore assurés par des spécialistes, même s'ils partagent le même plancher.

Selon Pierre Brunet, le décloisonnement des institutions financières a surtout permis aux quatre anciens piliers (banques, assurances, fiducie et courtiers en valeurs) de réduire leurs coûts d'exploitation en fusionnant et mettant en commun certaines ressources. C'est ainsi que LBG et, son actionnaire principal, la Banque Nationale, intégreront bientôt le règlement de leurs transactions dans une même trésorerie. Un « rapprochement » des services de financement corporatif est aussi envisagé.

Les banques poursuivent néanmoins leur croisade en faveur du guichet unique. Selon un sondage indépendant commandé par l'Association des banquiers canadiens, et dont elle révélait hier les grandes lignes, 60 p. cent des assurés Canadiens sont d'avis que la vente d'assurance-vie et habitation par les banques est une bonne idée.

L'industrie canadienne des valeurs mobilières, comme celle des banques, est par ailleurs maintenant concentrée entre sept grands joueurs. Ceux-ci contrôlent à eux seuls près de 95 p. cent du volume d'affaires

notamment dans le financement corporatif. On dénombrait 16 courtiers d'importance, pour 70 p. cent du marché, il y a dix ans à peine, a fait remarquer M. Brunet. Quant aux fiducies, la plupart d'entre elles ont maintenant disparues ou sont devenues des quasi-banques.

M. Brunet s'est dit peu préoccupé par la popularité croissante du marché américain pour le financement corporatif, notamment pour le placement d'obligations à haut niveau de risque (*junk bonds*). Aux États-Unis, a-t-il fait remarquer, quelque 7000 investisseurs semi-institutionnels peuvent accueillir pareilles offres alors qu'au Canada, une centaine de gros joueurs, conservateurs par définition, contrôlent 90 p. cent du marché.

Le président de LBG n'a pas voulu commenter par contre l'implantation projetée de la bourse électronique américaine NASDAQ à Montréal. La Commission des valeurs mobilières du Québec, qui a été saisie de la requête, doit commencer des audiences à ce sujet sous peu.

Les dirigeants de l'hôtel Mont-Royal apprécient grandement l'enseigne Westin

RUDY LE COURS

Un an après être passé de la chaîne canadienne Quatre Saisons à l'américaine Westin, l'hôtel Mont-Royal se porte assez bien merci.

Selon son directeur général Kuno Fasel, le taux d'occupation est en progression de sept p. cent et devrait atteindre les 70 p. cent en 1995. Et ce n'est pas principalement dû à la faiblesse du huard, assure-t-il.

Le centre d'hébergement de luxe qui a accueilli une pléthore de vedettes internationales depuis les pilotes de Formule Un jusqu'à Keith Richards des Rolling Stones, en passant par Céline Dion, jouit d'un avantage supplémentaire désormais. La chaîne Westin compte plus de 75 hôtels en Amérique et en Asie, contre moins d'une vingtaine pour Quatre-Saisons. En outre, le marketing de la chaîne offre un système de points bonis qui incite les gens à y revenir.

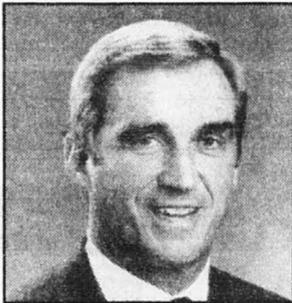
Qui plus est, le Mont-Royal fait figure de navire amiral de la chaîne en ce sens qu'il répond à des normes plus élevées que les standards déjà rigoureux de Westin, ce qui en fait une attraction

pour la clientèle, précisait hier au cours d'un déjeuner son président pour l'Amérique du Nord, James Treadway.

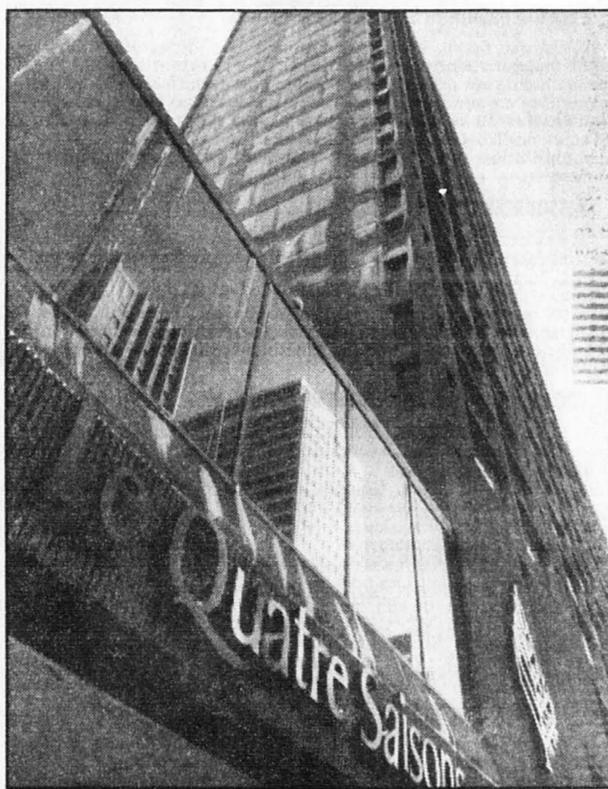
Homme de marketing, M. Treadway a souligné que la concurrence entre chaînes avait beaucoup porté dans les années 80 sur les accessoires de salle de bains : savonnette, shampooing, séchoir à cheveux, brosse à dents, dentifrice etc.

Maintenant, la concurrence porte sur la chambre-bureau : il faut non seulement des centres d'affaires dans l'hôtel mais la double ligne téléphonique pour parler et transmettre en même temps des données avec son ordinateur ou le télécopieur qui devendra d'ici la fin de l'année, un standard dans les chambres du Mont-Royal. Cet hôtel, a-t-il affirmé, a un grand avantage : ses chambres sont grandes, ce qui facilite leur aménagement en bureau de travail : bonne table et fauteuil de travail ergonomique, lampe ajustée, etc.

Avant longtemps, a-t-il ajouté, la concurrence sera sur l'appareil télé avec lequel on pourra non seulement se divertir mais faire ses réservations, ses achats et une foule de services que nous promet l'inforoute.



James Treadway



Bien sûr, l'hôtel qui s'appelait Le Quatre Saisons jusqu'à l'an dernier (quand cette photo a été prise) a changé de nom en même temps que d'allégeance. Il se nomme maintenant l'hôtel Westin Mont-Royal.

La décote du Canada n'a pas d'effet immédiat sur la Société pour l'expansion des exportations

MAURICE JANNARD

La décote par la firme Moody's de la dette du gouvernement fédéral n'aura pas d'effet immédiat sur les emprunts effectués par la Société pour l'expansion des exportations auprès des marchés internationaux de capitaux.

Interrogé hier par *La Presse*, le président et chef de la direction de la SEE, M. Paul Labbé, a déclaré que l'organisme était en mesure de contourner ce genre de situation. « Nous avons une certaine flexibilité au niveau du financement puisque nous pouvons attendre quelque temps avant de recourir à des emprunts additionnels », a expliqué le dirigeant.

Par contre, il reconnaît qu'à long terme une certaine pression s'exercera sur le coût du financement et que les taux d'intérêt payés par la SEE devront être plus élevés.

Se basant sur l'expérience antérieure, les frais de crédit seront de 15 à 20 centièmes plus élevés ; M. Labbé ne peut en chiffrer le coût précis actuellement.

La SEE permet à des entreprises canadiennes d'obtenir du financement afin de percer

les marchés étrangers dans les pays où les risques commerciaux et politiques sont plus élevés.

L'organisme possède la même cote de crédit que celle du gouvernement du Canada puisque sa dette est garantie par ce dernier.

Auparavant, M. Labbé a entretenu une centaine de membres de la Chambre de commerce française au Canada des nouveaux défis posés par le commerce international.

« Les mouvements entourant les devises et les produits dérivés provoquent une plus grande incertitude pour les entreprises qui ont besoin de financement », a-t-il affirmé devant son auditoire.

La SEE emprunte sur les marchés financiers à un certain taux d'intérêt et prête aux entreprises canadiennes à un taux plus élevé.

Bilan
Paul Labbé a mentionné que depuis trois ans l'organisme réalise de bons résultats.

Ottawa a radié récemment des créances de 150 millions au profit de la Pologne et de

l'Égypte, indemnisant du même coup la SEE et permettant à celle-ci de présenter « un bilan respectable ».

La semaine dernière, l'organisme fédéral a annoncé la conclusion d'une entente de 150 millions avec la société Bombardier dans le cadre d'un nouveau type de société de financement.

La nouvelle entreprise financera les ventes d'avions à réaction de transport régional de Canadair. C'est ainsi que Bombardier et la SEE participeront au financement d'une première vente de cinq appareils à Air Canada, assortie d'une garantie du ministère fédéral de l'Industrie.

Ce type d'accord pourra être étendu à d'autres secteurs industriels, a souligné hier Paul Labbé.

La SEE vient d'annoncer également la mise en place de deux lignes de crédit d'une valeur de 25 millions de dollars américains pour aider les firmes canadiennes qui veulent exporter en Afrique du Sud.

En 1994, la SEE a réalisé un bénéfice de 20 millions alors que son capital a atteint 1,1 milliard. À la suite d'un allègement de la dette de 151 millions, le bénéfice net s'établit à 171 millions finalement.

Pompano Beach

POUR UN SÉJOUR AU BORD DE LA MER

JARDIN EXOTIQUE INTÉRIEUR

RESORT
La vie de Château

UN NOUVEAU PROJET DE
Jean-Claude Bouchard

OÙ L'HARMONIE ET LA BEAUTÉ SE RENCONTRENT

SÉCURITÉ TOTALE

1508, N. OCEAN BLVD., POMPANO BEACH, FL 33062
(305) 942-1492
Réservations seulement 1-800-248-0075
Canada - Floride

Cadillac Fairview s'assure le soutien de deux groupes d'actionnaires

Presse Canadienne
TORONTO

Cadillac Fairview s'est assuré hier le soutien de deux groupes d'actionnaires dans une série de scrutins cruciaux qui détermineront l'avenir d'un des plus importants promoteurs immobiliers du Canada.

La compagnie est sous la protection de la cour et tente de réaménager une dette d'environ 7,5 milliards \$.

Quatre groupes séparés doivent approuver le plan de restructuration censé sauver la société.

« Ça va merveilleusement bien », a déclaré le président du conseil d'administration, Charles Mason, quelques instants après que le deuxième groupe de créanciers non garantis eurent appuyé massivement le plan.

« La magnitude des votes positifs, pas en ce qui a trait aux nombres mais en ce qui a trait aux dollars votés, indique claire-

ment que les gens sont vraiment en faveur du plan », a-t-il ajouté.

Le plan a récolté 94,5 pour cent des appuis du premier groupe de soi-disant prêteurs défectueux et 98,9 pour cent des détenteurs de débentures subalternes.

Mais le test le plus important n'aura lieu que plus tard aujourd'hui.

Cadillac Fairview n'est pas absolument certain de disposer du nombre nécessaire d'appuis de la part des principaux créanciers garantis pour lui assurer l'adoption de son plan de sauvetage, a indiqué une source proche des négociations.

Il lui faut le soutien d'une majorité de créanciers dans chacune des catégories, représentant 75 pour cent de la valeur de la dette dans cette catégorie.

Si jamais la compagnie ne réussit pas à obtenir le soutien d'un groupe quelconque, elle pourrait être aculée à la faillite.

Cadillac Fairview a son siège social à Toronto.

Le service InfoBref Bell

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

8 7 5 - B e l l

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone à clavier.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

- **Nouvelles en bref**
 - La Une: 110
 - Nouvelles locales: 120
 - Nouvelles sportives: 130
 - Nouvelles économiques: 140
 - Nouvelles nationales et internationales: 150
 - Arts et spectacles: 160
 - En primeur: 170
- **Éditoriaux** 210
- **Question du jour** 220
- **Info-Affaires™ Bell**
 - À surveiller cette semaine: 311
 - Causeries et conférences d'affaires: 321
 - Perfectionnement en gestion: 331
 - Finance et comptabilité: 341
 - Marketing, communication, vente et service à la clientèle: 351
 - Production, qualité, environnement et technologie: 361
 - Ressources humaines et formation: 371
 - Informatique: 381
- **Questions d'affaires Réponses d'affaires**
 - 5 choix de chroniques disponibles: 410
- **Résultats de la loterie**
 - 6/49: 411
 - Lotto Super 7: 412
 - Sélect 42: 413
 - Banco: 414
 - La Quotidienne: 415
- **Bulletins météorologiques d'Environnement Canada**
 - Région de Montréal: 421
 - Prévisions à long terme (Montréal): 422
 - Estrie, Québec, Laurentides: 423
 - Villes canadiennes: 424
 - Villes américaines: 425
 - Plaisanciers (Montréal): 426
- **Produits et services de Bell** 520
- **Services de La Presse**
 - Service des abonnements: 610
 - Annonces classées: 620
 - Publicité: 630
 - Rédaction: 640
 - Information sur les concours: 650
 - Renseignements généraux: 660
- **INFO-ARTS Bell**
 - À surveiller cette semaine: 710
 - Danse: 720
 - Musique et art lyrique: 730
 - Théâtre: 740
 - Variétés et humour: 750
 - Expositions et musées: 760
 - Service personnalisé (accès direct) 770



Econo-flashes

AIR CANADA ANNONCE LA CLÔTURE DE SON ÉMISSION

Air Canada a complété son émission conformément à la convention du 29 mars 1995 avec un consortium de preneurs fermes ayant pour chef de file Nesbitt Burns Inc. et comprenant RBC Dominion valeurs mobilières Inc. et Wood Gundy Inc., aux fins de la vente de 178 572 unités au prix unitaire de 2 800 \$ CA pour un produit brut de 500 millions. Chaque unité consiste en 200 actions ordinaires de catégorie A sans droit de vote au prix de 7 \$ CA l'action et en un capital de 1400 \$ CA d'obligations subordonnées non garanties convertibles à 8 p. cent d'intérêt, venant à échéance le 20 avril 2005. Le produit de cet appel public à l'épargne servira au financement des nouveaux avions et des installations aéroportuaires nécessaires à l'expansion internationale et transfrontière de la Société et à des fins générales de l'entreprise.

PREMIER DASH 8 DE SÉRIE 200

La livraison du premier appareil Dash 8 de série 200 à British Petroleum Exploration Colombia, société pétrolière et gazière d'Amérique du Sud, souligne les nombreuses possibilités d'exploitation du plus récent modèle de la gamme d'appareils turbopropulsés Dash 8. L'appareil Dash 8 de série 200 a obtenu l'homologation de type de Transports Canada au début du mois de mars 1995. L'approbation de la Federal Aviation Administration des États-Unis devrait lui être prochainement accordée.

CANTEL PROLONGE SON RÉSEAU

Les résidents de Rouyn-Noranda et de Val d'Or ont désormais accès au réseau national de CANTEL. De plus, CANTEL prévoit étendre la portée de ses services dans cette région du Québec en établissant d'ici quelques semaines un corridor de communication qui reliera également Amos à Rouyn-Noranda et Val d'Or.

PROVIGO FUSIONNE SES MAXI ET HÉRITAGE

Tel que prévu, Provigo a annoncé hier l'intégration de ses 42 magasins Heritage à son réseau Maxi portant ainsi à 67 le nombre de ses magasins à escompte grande surface et à 7000 le nombre d'employés travaillant sous l'enseigne Maxi. Tous les magasins du réseau travaillaient en outre faire peau neuve au cours des trois prochaines années dans le cadre du projet d'immobilisation de 250 millions annoncé par Provigo l'automne dernier.

RESSOURCES PROCOLORO COTÉE

Les actions ordinaires de la société Ressources Procoloro sont inscrites à la cote de la Bourse de Montréal pour faire suite à la fusion intervenue avec Registry Resource. La société annonce en outre que le placement privé de bons de souscription a été complété pour un montant total de 1,27 million, ce qui représente 2,1 millions de bons de souscription spéciaux donnant droit chacun à une action ordinaire du capital-actions de Procoloro.

COCA-COLA RACHÈTE DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Brevages Coca-Cola rachète à des fins d'annulation un total de 10 actions privilégiées de premier rang, rachetables, à dividende cumulatif, de série A de la société au prix de 425 000 \$ par action privilégiée. Ce prix représente un escompte important par rapport à la valeur unitaire de rachat de ces actions qui est de 500 000 \$.

IMPACT EN CHINE POPULAIRE

MPACT Immedia a signé une entente bilatérale avec une société d'État chinoise concernant une offre de services de réseau à valeur ajoutée. MPACT ouvrira un bureau de représentation à Pékin sous la direction de Claude Laberge. L'objectif du projet est d'implanter le commerce électronique en proposant des solutions qui intègrent la messagerie électronique.

TRANSACTION AVORTÉE

Micro-Temps et SLDC technologies ne complèteront pas la transaction annoncée précédemment en vertu de laquelle Micro-Temps devait acquérir toutes les actions émises et en circulation du groupe de compagnies SDLC. Cette décision a été prise à la suite d'une vérification diligente qui a démontré aux parties que les objectifs perçus à l'origine ne seraient pas satisfaisants par l'acquisition annoncée précédemment.

LE CRTC ATTEND

Le CRTC doit attendre les propositions qui lui seront soumises par le gouvernement fédéral au sujet de la télévision par satellite avant de définir de nouvelles règles dans ce secteur, a déclaré hier un porte-parole de l'organisme fédéral. A la suite d'un rapport soumis par trois experts, le ministre de l'Industrie et celui du Patrimoine ont entrepris des discussions pour régler ce domaine, pour parler qui peuvent impliquer des représentants du CRTC, a souligné le porte-parole.

BÉNÉFICES DE 2,15 MILLIARDS POUR GM

General Motors, le premier groupe automobile mondial, a annoncé jeudi un bénéfice net de 2,15 milliards au premier trimestre de son exercice 1995 contre un bénéfice net de 853,7 millions un an avant. Le bénéfice net par action s'est établi à 2,51 dollars contre 81 cents. Les analystes tablaient sur un bénéfice par action de 2,36 dollars. Le chiffre d'affaires trimestriel de GM, en hausse 15,4% à atteint 43,28 milliards de dollars.

IBM QUADRUPLE SON BÉNÉFICE

International Business Machines (IBM), le premier constructeur informatique mondial, a annoncé jeudi un presque quadruplement de son bénéfice net au premier trimestre, à 1,29 milliard contre 336 millions un an plus tôt. Le bénéfice net par action s'est établi à 2,12 dollars contre 54 cents, supérieur au chiffre de 1,34 dollar prévu en moyenne par les analystes. Le chiffre d'affaires s'est établi à 15,74 milliards contre 13,37 milliards, en hausse de 18%. Le bénéfice net et le chiffre d'affaires sont des records pour un premier trimestre, a précisé le groupe.

PERTE NETTE POUR LAFARGE

Lafarge Corp. premier groupe nord-américain de matériaux de construction et filiale de la société française Lafarge Copee, a annoncé une perte nette de 42,1 millions au premier trimestre de son exercice 1995 contre une perte nette de 61,9 millions un an avant. La perte par action atteint 62 cents contre une perte de 92 cents par action pendant les trois premiers mois de 1994. Le chiffre d'affaires trimestriel du groupe, en baisse de 5,2% s'est chiffré à 196,8 millions contre 207,8 millions au premier trimestre 1994.

Nouvel examen des contrats entre Hydro et Norsk Hydro ?

« La question a déjà été tranchée, et je ne vois pas pourquoi ils devraient recommencer. »

WASHINGTON

Un producteur américain de magnésium a demandé au département du Commerce d'examiner à nouveau les contrats à partage de risques d'Hydro-Québec pour voir s'ils ne constitueraient pas une subvention déloyale.

Le département du Commerce n'a pas encore rendu de décision à ce sujet, mais Norsk Hydro Canada et les gouvernements du Québec et du Canada prennent cette menace au sérieux.

« C'est évident qu'on aimerait mieux qu'ils ne recommencent pas ça, a déclaré hier le vice-président à l'administration et aux affaires juridiques de Norsk Hydro, M. Pierre Messier, au cours d'une entrevue téléphonique.

De hauts fonctionnaires de l'ambassade canadienne à Washington ont déclaré cette semaine que le gouvernement canadien avait communiqué par écrit et verbalement avec le département du Commerce pour lui rappeler qu'il avait lui-même statué que les contrats à partage de risques et de bénéfices signés avec Hydro-Québec ne constituaient pas une subvention déloyale.

Le producteur américain Magnesium Corporation, de Salt Lake City, au Utah, a invoqué ce contrat pour demander au département du Commerce d'ouvrir une enquête sur Norsk Hydro.

RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

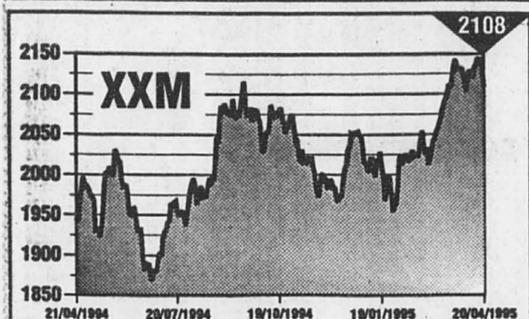
COMPAGNIES	PROFITS (PERTES) (\$000)			REVENUS BRUTS (\$000)		
	Courant	L'an dernier	Variation	Courant	L'an dernier	Variation
Domtar Inc. (pâtes et papiers) Mont,Qué. 1er trim. 31 mars	75.000 C.	(15.000) C.	-	679.000	460.000	+47%
SR Telecom (tele-communications) Mont,Qué. 1er trim. 31 mars	2.445 C.	3.507 C.	-30%	30.273	23.989	+26%
Kaufel Group (éclairage indust.) Mont,Qué. 1er sem. 28 fév.	3.900 C.	4.100 C.	-4%	93.400	80.900	+15%
Foresbee Inc. (bois) Drummondville,Qué. 9 mois 25 fév.	1.331 C.	1.229 C.	+8%	32.100	non disp.	-
Crown Cork & Seal (cap. de bouteille) Tor, Ont. 1er trim. 31 mars	36.500	33.600	+8%	1.128.700	943.000	+19%
Midland Watryn (courtier) Tor, Ont. 1er trim. 31 mars	1.479 C.	23.318 C.	-93%	126.764	159.574	-20%
Hemlo Gold (mines d'or) Tor, Ont. 1er trim. 31 mars	13.634 C.	16.761 C.	-18%	57.521	64.639	-11%
Naris Steel Group (filas d'acier) Tor, Ont. année 31 déc.	25.559 C.	4.543 C.	+462%	305.402	201.377	+51%
Stelco Inc. (acier) Tor, Ont. 1er trim. 31 mars	51.000 C.	(13.000) C.	-	780.000	674.000	+15%
Dylax Ltd (commerce de détail) Tor, Ont. année 28 janv.	(260.303) C.	1.232 C.	-	1.747.862	1.841.735	-5%
Toremend Indust. (refrigeration) Tor, Ont. 1er trim. 31 mars	4.534 C.	3.067 C.	+47%	114.872	88.058	+30%
H. Paulin & Co. (pièces d'auto) Scarborough, O. année 31 déc.	1.166 C.	310 C.	+276%	64.485	50.399	+27%
Contrans Corp. (camionnage) Hamilton, Ont. 1er sem. 28 fév.	1.861 C.	964 C.	+93%	32.851	30.516	+6%
Suncor Inc. (pétroles) Cal, Alb. 1er trim. 31 mars	37.000 C.	22.000 C.	+68%	453.000	374.000	+21%
Jordan Petroleum (pétroles) Cal, Alb. 1er trim. 28 fév.	1.289 C.	1.696 C.	-23%	10.912	10.364	+5%
Compaq Computer Corp. (informatique) Vanc, Cb. 1er trim. 31 mars	216.000	213.000	+1%	2.959.000	2.278.000	+29%
Howell Enterprises (téléphones) St Jean, TN. 1er trim. 31 mars	7.017 C.	7.628 C.	-8%	82.252	72.397	+13%
American Home P&S (construction) NY, NY. 1er trim. 31 mars	1.022.620	415.800	+145%	3.491.029	2.144.045	+62%
Beverly Enterprises (prod. pharm.) NY, NY. 1er trim. 31 mars	16.549	15.115	+9%	799.119	720.425	+10%
Avon Products (cosmétiques) NY, NY. 1er trim. 31 mars	34.400	(15.700)	-	976.200	886.000	+10%
Bristol-Myers (médicaments/cos,étiques) NY, NY 1er trim. 31 mars	657.000	581.000	+13%	3.301.000	2.834.000	+16%
IBM Corp. (électronique) Armonk, NY. 1er trim. 31 mars	1.289.000	336.000	+26%	16.735.000	13.373.000	+17%
American Express (agence de crédit) NY, NY. 1er trim. 31 mars	353.000	353.000	-	3.771.000	3.370.000	+11%
Capital Cities / ABC (radiotele) NY, NY. 1er trim. 2 avril	157.759	116.081	+35%	1.606.815	1.404.949	+14%
Bausch & Lomb (verres) Rochester, NY. 1er trim. 1er avril	20.284	35.660	-43%	465.601	438.771	+6%
Schering-Plough (indus. pharm.) Madison, NJ. 1er trim. 31 mars	278.600	253.200	+10%	1.244.300	1.161.600	+7%
Allied Signal Inc. (aérospatiale) Morristown, NJ 1er trim. 31 mars	198.000	169.000	+17%	3.418.000	2.986.000	+14%
Gillette Co. (articles de toilette) Boston, M 1er trim. 31 mars	196.100	164.000	+16%	1.536.000	1.361.100	+12%
Warner-Lambert (prod. pharm.) Morris-P., NJ. 1er trim. 31 mars	201.400	190.400	+5%	1.604.500	1.472.900	+8%
Arco Chemical (prod. chimie) Newton Sq., PA 1er trim. 31 mars	126.000	45.000	+180%	1.141.000	757.000	+50%
Sun Co. (pétroles) Rednor, PA. 1er trim. 31 mars	(7.000)	27.000	-	2.588.000	2.067.000	+25%
Bell Atlantic (téléphones) Philadelphia, PA. 1er trim. 31 mars	414.500	389.200	+6%	3.449.700	3.419.600	-
PPG Industries (revêtements) Pittsburgh, PA. 1er trim. 31 mars	219.200	121.900	+79%	1.740.800	1.476.900	+17%
Apple Computer (ordinateurs) San Francisco, C. 1er sem. 31 mars	261.000	57.000	+357%	5.484.000	4.546.000	+20%
Occidental Petroleum (pétroles) Los Ang, Cal. 1er trim. 31 mars	178.000	(40.000)	-	2.714.000	2.106.000	+28%
McKesson Corp. (serv. de santé) San Francisco, C. année 31 déc.	404.500	136.200	+196%	13.183.100	12.251.400	+7%
Nucor Corp. (acier) Charlotte, NC. 1er trim. 1er avril	67.308	34.879	+92%	841.734	649.701	+29%
Ruddick Corp. (textile) Charlotte, NC. 1er sem. 2 avril	18.568	13.709	+35%	1.018.205	930.448	+9%
Eaton Corp. (conglomérat) Clev, Ohio. 1er trim. 31 mars	108.000	74.000	+45%	1.731.000	1.371.000	+26%
Northwest Airlines (comp. aérienne) St Paul, Minn. 1er trim. 31 mars	2.600	18.300	-85%	2.043.000	1.918.400	+6%
Kaiser Aluminum (aluminium) Houston, Texas 1er trim. 31 mars	3.500	(34.700)	-	513.000	415.100	+23%
McDonald's Corp. (restaurants) Oakbrook, Ill. 1er trim. 31 mars	280.700	243.400	+15%	2.161.000	1.796.000	+20%
Sears Roebuck (commerce de détail) Chic, Ill. 1er trim. 1er avril	559.000	(98.000)	-	13.022.000	12.328.000	+5%
Hasbro Inc. (jouets & jeux) Hasting, Mich. 1er trim. 2 avril	21.683	26.717	-18%	526.500	489.133	+7%
General Motors (véhicules) Detroit, Mich. 1er trim. 31 mars	2.154.000	853.700	+152%	43.285.000	37.485.000	+15%
Black & Decker (outillage) Towson, MD. 1er trim. 2 avril	25.700	14.600	+76%	1.199.800	1.084.600	+10%
Textron Inc. (aérosp. techno.) Providence, RI 1er trim. 1er avril	109.000	100.000	-9%	2.387.000	2.408.000	-
Kimberly-Clark (pâtes & papiers) Neenah, Wis. 1er trim. 31 mars	108.700	136.200	-20%	2.014.600	1.784.800	+12%
Cooper Industries (prod. électrique) Houston, TX 1er trim. 31 mars	55.300	48.400	+14%	1.123.200	1.037.800	+8%
James River (pâtes & papiers) Richmond, V. 1er trim. 26 mars	22.143	(7.086)	-	1.637.284	1.156.503	+48%

LES OBLIGATIONS

GOVERNEMENT DU CANADA	Prix	Yield	Mois	Année
Canada 7.75 15096100.00 7.73 +0.03				
Canada 9.00 15097100.00 8.97 +0.03				
Canada 9.50 15098100.00 9.44 +0.06				
Canada 10.25 15099100.00 10.18 +0.07				
Canada 11.00 15100100.00 10.91 +0.07				
Canada 11.75 15101100.00 11.64 +0.07				
Canada 12.50 15102100.00 12.37 +0.07				
Canada 13.25 15103100.00 13.10 +0.07				
Canada 14.00 15104100.00 13.83 +0.07				
Canada 14.75 15105100.00 14.56 +0.07				
Canada 15.50 15106100.00 15.29 +0.07				
Canada 16.25 15107100.00 16.02 +0.07				
Canada 17.00 15108100.00 16.75 +0.07				
Canada 17.75 15109100.00 17.48 +0.07				
Canada 18.50 15110100.00 18.21 +0.07				
Canada 19.25 15111100.00 18.94 +0.07				
Canada 20.00 15112100.00 19.67 +0.07				
Canada 20.75 15113100.00 20.40 +0.07				
Canada 21.50 15114100.00 21.13 +0.07				
Canada 22.25 15115100.00 21.86 +0.07				
Canada 23.00 15116100.00 22.59 +0.07				
Canada 23.75 15117100.00 23.32 +0.07				
Canada 24.50 15118100.00 24.05 +0.07				
Canada 25.25 15119100.00 24.78 +0.07				
Canada 26.00 15120100.00 25.51 +0.07				
Canada 26.75 15121100.00 26.24 +0.07				
Canada 27.50 15122100.00 26.97 +0.07				
Canada 28.25 15123100.00 27.70 +0.07				
Canada 29.00 15124100.00 28.43 +0.07				
Canada 29.75 15125100.00 29.16 +0.07				
Canada 30.50 15126100.00 29.89 +0.07				
Canada 31.25 15127100.00 30.62 +0.07				
Canada 32.00 15128100.00 31.35 +0.07				
Canada 32.75 15129100.00 32.08 +0.07				
Canada 33.50 15130100.00 32.81 +0.07				
Canada 34.25 15131100.00 33.54 +0.07				
Canada 35.00 15132100.00 34.27 +0.07				
Canada 35.75 15133100.00 35.00 +0.07				
Canada 36.50 15134100.00 35.73 +0.07				
Canada 37.25 15135100.00 36.46 +0.07				
Canada 38.00 15136100.00 37.19 +0.07				
Canada 38.75 15137100.00 37.92 +0.07				
Canada 39.50 15138100.00 38.65 +0.07				
Canada 40.25 15139100.00 39.38 +0.07				
Canada 41.00 15140100.00 40.11 +0.07				
Canada 41.75 15141100.00 40.84 +0.07				
Canada 42.50 15142100.00 41.57 +0.07				
Canada 43.25 15143100.00 42.30 +0.07				
Canada 44.00 15144100.00 43.03 +0.07				
Canada 44.75 15145100.00 43.76 +0.07				
Canada 45.50 15146100.00 44.49 +0.07				
Canada 46.25 15147100.00 45.22 +0.07				
Canada 47.00 15148100.00 45.95 +0.07				
Canada 47.75 15149100.00 46.68 +0.07			</	

BOURSE

MONTRÉAL



Comment lire les cotes financières. Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Sous apparaissent les titres transigés au cours de la période. Les titres en gras sont exprimés en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'G', 'H', and 'J'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'G', 'H', and 'J'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'G', 'H', and 'J'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'G', 'H', and 'J'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.



Comment lire les cotes financières. Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Sous apparaissent les titres transigés au cours de la période. Les titres en gras sont exprimés en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'G', 'H', and 'J'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'G', 'H', and 'J'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

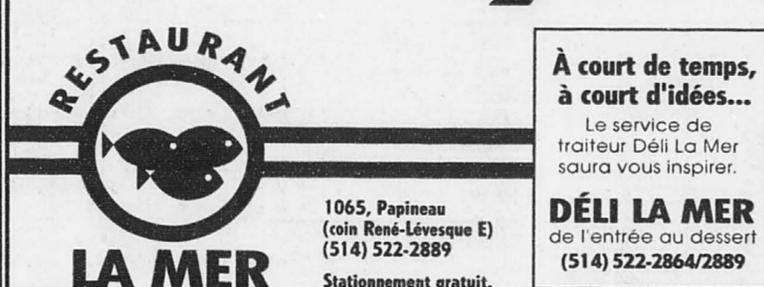
Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'G', 'H', and 'J'.

EXPLICATION DES CODES. BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO. BOURSE DE VANCOUVER. BOURSE DE NEW YORK ET AMEX.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock name, price, volume, and change. Includes sections for 'A', 'B', 'C', 'D', 'E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Coupez dans le gras...

Midi et soir, 7 jours sur 7. Venez déguster l'un de nos 14 choix de poissons et viandes à seulement 9,95 \$.



1065, Papineau (coin René-Lévesque E) (514) 522-2889 Stationnement gratuit.

À court de temps, à court d'idées...

Le service de traiteur Déli La Mer saura vous inspirer. DÉLI LA MER de l'entrée au dessert (514) 522-2864/2889

LA DIVISION INTERNATIONALE À MONTRÉAL. Table of exchange rates for various currencies and locations.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL. Table of contract prices for various financial instruments.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

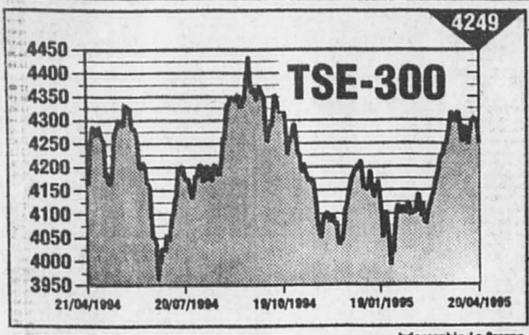
Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

Options sur contrats à terme. Table of option prices for various contracts.

TORONTO



Infographie La Presse

Table of stock market data for Toronto, including columns for company names, prices, and volume. Includes sections for 'A B', 'C', 'D E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Vancouver, including columns for company names, prices, and volume. Includes sections for 'A B', 'C', 'D E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for company names, prices, and volume. Includes sections for 'A B', 'C', 'D E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for company names, prices, and volume. Includes sections for 'A B', 'C', 'D E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including columns for company names, prices, and volume. Includes sections for 'A B', 'C', 'D E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for company names, prices, and volume. Includes sections for 'A B', 'C', 'D E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for company names, prices, and volume. Includes sections for 'A B', 'C', 'D E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of stock market data for Montreal, including columns for company names, prices, and volume. Includes sections for 'A B', 'C', 'D E', 'F', 'G', 'H', 'I', 'J', 'K', 'L', 'M', 'N', 'O', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

Table of mutual funds (FONDS MUTUELS) with columns for fund name, category, and performance metrics.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigees)

Table of trans-Canada options with columns for stock symbol, option type, price, and other details.

LES DEVICES

(PC) - Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotés sont en monnaie canadienne.

Table of foreign exchange rates (LES DEVICES) for various currencies.

LES METAUX

MARCHE DE LONDRES PRIX EN DOLLARS PAR TONNE METRIQUE

Table of metal prices (LES METAUX) for various commodities.

NEW YORK

Table of New York market data.

VOITURES ET VEHICULES RECREATIFS

655 MOTOCYCLETTES
HARLEY XLV Sportster 883...
HONDA CBR 1100...
HONDA 500 sport 1984...

658 BATEAUX-MOTEUR, YACHTS, VOILIERS

TANZER 31 1984, très équipé...
VOILIER Endurance 35 pl...
VOILIER HR 25 pl, 1960...

659 PLANCHES A VOILE

AU VENT FOU achat, vente, neuf...
BOATS-R-FUN
Willabro Bay Marina...

661 MOTONEIGES, VEHICULES TOUT TERRAIN

CHALOUPE Princecraft 14...
CHALOUPE Princecraft 14...

665 REMORQUES

ROULOTTE, Proliner, 21'...
CHRIST CRAFT 34' 1987...

667 VEHICULES RECREATIFS

AUVENT, rouleur 21' avec 'center...
AUVENT, Aitche, Air climatisé...

★ ★ ★ ★ ★ G. M. CARAVANE

VOUS INVITE A SA GRANDE VENTE PORTE OUVERTE

Le 21, 22 et dimanche 23 avril...
Socio 14 de l'autoroute 15

Propositions d'affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
COMMERCE dans l'électronique...
717 SERVICES SPECIALISES
INCORPORATION, conseils pour...

AVIS LEGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE...
801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
PRENEZ AVIS que le 3 mars 1995...

DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

INDEX DES DÉCÈS

-AUGE, Hugo
-MONNEVILLE (SOUCY) Marie-Anne
-BOURRET (JARRY), Philomène
-BROUILLETTE, Robert
-BRZOWSKI DESROCHERS, Antoine

659 PLANCHES A VOILE

AU VENT FOU achat, vente, neuf...
BOATS-R-FUN
Willabro Bay Marina...

661 MOTONEIGES, VEHICULES TOUT TERRAIN

CHALOUPE Princecraft 14...
CHALOUPE Princecraft 14...

665 REMORQUES

ROULOTTE, Proliner, 21'...
CHRIST CRAFT 34' 1987...

667 VEHICULES RECREATIFS

AUVENT, rouleur 21' avec 'center...
AUVENT, Aitche, Air climatisé...

★ ★ ★ ★ ★ G. M. CARAVANE

VOUS INVITE A SA GRANDE VENTE PORTE OUVERTE

Le 21, 22 et dimanche 23 avril...
Socio 14 de l'autoroute 15

Propositions d'affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
COMMERCE dans l'électronique...
717 SERVICES SPECIALISES
INCORPORATION, conseils pour...

AVIS LEGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE...
801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
PRENEZ AVIS que le 3 mars 1995...

AVIS LEGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE...
801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
PRENEZ AVIS que le 3 mars 1995...

AVIS LEGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE...
801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
PRENEZ AVIS que le 3 mars 1995...

AVIS LEGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE...
801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
PRENEZ AVIS que le 3 mars 1995...

AVIS LEGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE...
801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
PRENEZ AVIS que le 3 mars 1995...

AVIS LEGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE...
801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
PRENEZ AVIS que le 3 mars 1995...

BRZOWSKI (Desrochers) Antoine

À Montréal, le 20 avril 1995, à l'âge de 74 ans, est décédé M. Antoine Desrochers Brzowski...

GOODWIN (voir) SAVARD, Louise Née Drouin

À Coteau du Lac, le 20 avril 1995, à l'âge de 93 ans, est décédée Mme Marie-Joséphite Isabelle Guibord...

COUÏU, Pauline

Au Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Sherbrooke, le 17 avril 1995, à l'âge de 67 ans, est décédée M. Pauline Couïu...

BOURRET (JARRY) Philomène

Samedi saint, à l'âge de 94 ans, Philomène Jarry Bourret est allée rejoindre le Seigneur...

LALONDE, Jean-Pierre

À Rigaud, le 15 avril 1995, à l'âge de 67 ans, est décédé M. Jean-Pierre Lalonde...

LETHÉRIER, André

À Laval, le 19 avril 1995, à l'âge de 75 ans, est décédé M. André Lethérier...

LEDCU, Henriette

À Laval, le 20 avril 1995, à l'âge de 70 ans, est décédée Mme Henriette Ledcu...

BRIDEAU Richard

Le 16 avril 1995, à l'âge de 86 ans, est décédé M. Richard Brideau...

BONNEVILLE (SOUCY) Marie-Anne

À la Résidence Berthiaume du Tremblay, le 20 avril 1995, à l'âge de 85 ans, est décédée M. Marie-Anne Soucy...

MEUNIER (Marcel) Paiblement à Lachute

Le 19 avril 1995, à l'âge de 57 ans, est décédé M. Marcel Meunier...

LE BLANC (Ida) À Montréal, le 19 avril 1995

À l'âge de 86 ans, est décédée Mme Ida Ostiguy Le Blanc...

REMERCIEMENTS

Merci à la Vierge de Fatima pour l'avoir obtenu...
MERCI MON DIEU pour l'avoir obtenu...

LEGER BESNER, Alma

À Coteau-Landing, le 19 avril 1995, à l'âge de 87 ans, est décédée Mme Alma Léger...

NOËL-BEAUREGARD Olyvia

À l'hôpital Dieu-Dieu de Sorel, le 20 avril 1995, à l'âge de 88 ans, est décédée Mme Olyvia Noël...

ROY, TOURANGEAU Simone

À l'hôpital St-Lambert, le 20 avril 1995, est décédée Mme Simone Tourangeau...

SOLIS, Camille

À Georgetown, Ontario, le 6 avril 1995, à l'âge de 63 ans et 11 mois, est décédée Mme Camille Solis...

SAVARD, Louise (née Drouin)

À St-Brigid's Home, le 17 avril 1995, à l'âge de 82 ans, est décédée Mme Louise Drouin...

ODORICO, Colette

À Atlantic City, le 17 avril 1995, à l'âge de 67 ans, est décédée Mme Colette Odorico...

RENAUD, Georges

À Montréal, le 12 avril 1995, est décédé M. Georges Renaud...

MIRON, Gérard

À l'âge de 75 ans, est décédé M. Gérard Miron...

MORIN BROUSSEAU Marie-Claire

À Bois des Filions, le 20 avril 1995, à l'âge de 83 ans, est décédée M. Marie-Claire Brousseau...

ROBERT BROUILLETTE

À Montréal, le 18 avril 1995, à l'âge de 43 ans, est décédé M. Robert Brouillette...

REMERCIEMENTS

Recommandé par le Sacré-Coeur pour l'avoir obtenu...
MERCI MON DIEU pour l'avoir obtenu...

REMERCIEMENTS

Merci à la Vierge de Fatima pour l'avoir obtenu...
MERCI MON DIEU pour l'avoir obtenu...

REMERCIEMENTS

BRUNO DAGENAIS
Bruno Dagenais, son fils Robert, sa fille Josée...

REMERCIEMENTS

JOSEPH LEPINE
À Montréal, le 20 avril 1995, à l'âge de 66 ans, est décédé M. Joseph Lépine...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...

REMERCIEMENTS

MERCI MON DIEU
Dites 9 fois le verset Marie par jour...



ITALIE

Elections régionales

■ Quelque 43 millions d'Italiens sont appelés à voter dimanche pour des élections régionales que la droite italienne, dirigée par le magnat de l'audiovisuel Silvio Berlusconi, forte des sondages qui la donne victorieuse, espère bien transformer en événement politique national. L'ancien chef du gouvernement italien l'a encore répété mardi soir lors d'une réunion électorale à Macerata (centre-est) : « Si nous gagnons dimanche, nous pouvons exiger que des élections législatives aient lieu immédiatement. » Silvio Berlusconi n'a cessé, depuis sa démission en décembre dernier, de réclamer une dissolution du parlement, qu'il juge sans légitimité après le passage d'une partie des députés de sa majorité à l'opposition. Le magnat de l'audiovisuel avait été encouragé au début d'avril par des déclarations du président de la République Oscar Luigi Scalfaro, estimant que ces élections régionales, provinciales et communales auraient une « signification politique ».

d'après AFP

ESPAGNE

M. Aznar dénonce la violence

■ Le président du Parti populaire espagnol (PP, conservateur), José María Aznar, a assuré hier, à Madrid, qu'« en aucun cas, la violence en Espagne n'aura le dernier mot » et que « les misérables terroristes ne vont pas mettre en échec cette grande nation, la nation espagnole ». M. Aznar s'exprimait au siège du PP, lors de sa première conférence de presse depuis l'attentat attribué à l'organisation séparatiste basque ETA et dont il est sorti indemne. Les terroristes « ne vont pas gagner », a souligné M. Aznar, estimant qu'un attentat fait partie « des aléas du métier ». M. Aznar, qui a quitté dans la matinée la clinique où il est resté en observation pendant 24 heures, a indiqué qu'il rendra visite dans la journée aux blessés de l'attentat et qu'il reprendra tout de suite son « travail normal ». Seize personnes ont été blessées mercredi matin dans l'attentat à la voiture piégée perpétré à Madrid.

d'après AFP

AUTRICHE

Attentat meurtrier

■ La tentative d'attentat contre un pylône de haute tension près de Vienne, qui a fait deux morts, est probablement imputable aux milieux d'extrême-gauche et anarchistes, a indiqué hier le nouveau ministre autrichien de l'Intérieur, Caspar Einem. Les enquêteurs disposent de pistes qui mènent à ces milieux, a déclaré M. Einem au cours d'une conférence de presse à Vienne. Il a ajouté que les deux hommes, dont les corps calcinés ont été découverts mercredi au pied d'un pylône électrique en partie détruit par un engin explosif, sont « selon une grande probabilité », les auteurs de la tentative d'attentat. Il s'agit de deux hommes âgés de 30 et 33 ans, dont l'identité n'a toutefois pas été révélée par le ministre. M. Einem a précisé que jusqu'à présent, « il n'y a ni lettre, ni appel téléphonique de revendication, ni information permettant de tirer des conclusions sur les mobiles politiques » de l'attentat.

d'après AFP

HAÏTI

Conditions posées par les socialistes

■ Les socialistes haïtiens posent des conditions à leur participation aux prochaines élections, a annoncé hier à Port-au-Prince, M. Serge Gilles, coordonnateur du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PANPRA), une des deux branches rivales du socialisme haïtien. Le PANPRA souhaite notamment que la liste des inscrits dans chaque bureau électoral soit rendue publique deux semaines avant la clôture des inscriptions. Il dénonce le fait que, selon lui, le Rassemblement Lavalas (coalition proche du président Jean-Bertrand Aristide) « soit le seul parti politique présent dans l'appareil électoral ».

d'après AFP

FRANCE

Lé verdict est tombé

■ Le tribunal correctionnel de Lyon a rendu hier son jugement dans l'« affaire Botton », du nom de cet homme d'affaires lyonnais accusé d'avoir détourné des fonds de ses sociétés et qui a été condamné à quatre ans de prison, dont deux avec sursis. Son beau-père, le maire de Lyon Michel Noir a, quant à lui, été condamné à quinze mois de prison avec sursis. Pierre Botton a d'autre part été condamné à une amende de 2 millions de FF (600 000 dollars) et l'interdiction pendant cinq ans de gérer ou contrôler une entreprise. Le maire de Cannes sur la côte d'azur, Michel Mouillot, également impliqué dans cette affaire, a été aussi condamné à quinze mois de prison avec sursis. Le journaliste vedette de la télévision française Patrick Poivre d'Arvor a, pour sa part, été condamné à quinze mois de prison avec sursis et 200 000 FF (60 000 dollars) d'amende.

d'après AFP

Le leader bosniaque refuse de proroger la trêve

La mission de paix de l'envoyé spécial de l'ONU en Bosnie s'annonce difficile

d'après AFP
SARAJEVO

La tentative de l'envoyé spécial des Nations unies Yasushi Akashi de ramener la paix en Bosnie a mal commencé hier avec le refus du premier ministre bosniaque Haris Silajdzic de proroger une trêve qui s'achève le 15 mai.

Conclue le 31 décembre pour quatre mois, par des belligérants qui se sont longuement fait prier avant de la signer, cette « cessation des hostilités » a été rompue dès le 20 mars par une double offensive de l'armée bosniaque dans le centre et le nord-est du pays.

Depuis, elle a été tellement bafouée — notamment par les Serbes qui ont tiré de nombreuses salves d'obus de gros calibre sur plusieurs villes, dont Sarajevo — qu'elle n'est plus que théorique.

Le gouvernement français a, pourtant, posé la reconduction de cette trêve comme condition au maintien de ses 4500 Casques bleus en Bosnie.

La position du premier ministre bosniaque « est que la trêve ne doit pas être renouvelée », a déclaré M. Akashi à l'issue d'un entretien d'environ deux heures avec M. Silajdzic à Sarajevo.

Pour sa part, le premier ministre a reproché à la communauté internationale de ne pas avoir su faire pression sur les Serbes de Bosnie et sur la Serbie elle-même pour qu'ils acceptent, comme l'ont fait les Bosniaques, le plan de paix élaboré par le Groupe de contact (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France et Allemagne).

M. Silajdzic a rappelé que le président Alija Izetbegovic avait accepté, en septembre dernier, devant les Nations unies à New York, que l'examen de la levée de l'embargo sur les armes soit différé de six mois. Cet embargo frappe autant la Bosnie que les autres républiques issues de l'ex-Yougoslavie.

Il s'agissait de « donner à la communauté internationale une autre chance de six mois pour amener les autorités serbes à accepter le processus de paix », a expliqué le premier ministre.

« Ces six mois n'ont pas été bien utilisés. Tous ceux qui sont allés à Pale », la « capitale » de la République que les Serbes de Bosnie ont proclamée unilatéralement sur une partie du pays, « s'y sont rendus uniquement avec une carotte et pas de bâ-



PHOTO REUTERS

Le premier ministre bosniaque Haris Silajdzic (au c.) en conférence de presse hier à Sarajevo, en présence de l'envoyé spécial de l'ONU Yasushi Akashi et du commandant Rupert Smith des Casques bleus.

ton », a dit M. Silajdzic en parlant des émissaires de la communauté internationale.

Si la communauté internationale « sait seulement maintenir le statu quo, nous n'allons pas y contribuer », a affirmé le premier ministre.

Pour les autorités bosniaques, la trêve maintient le statu quo, c'est-à-dire la conquête de 70 p. cent de la Bosnie par les Serbes. « Si on l'accepte, alors l'ennemi (serbe) obtient sur le papier ce qu'il a déjà obtenu par la force et le génocide », a expliqué M. Silajdzic.

Le plan de paix du Groupe de contact prévoit un découpage de la Bosnie-Herzégovine attribuant 51 p. cent du territoire aux Croates et aux Musulmans et 49 p. cent aux Serbes de Bosnie.

En arrivant à Sarajevo hier matin, M. Akashi ne

semblait pas se faire beaucoup d'illusions. Tout en se disant « ni optimiste ni pessimiste », il n'avait pas exclu de devoir « revenir la semaine prochaine pour poursuivre (ses) efforts ». « Aucune des parties (serbe et bosniaque) n'a renoncé à l'option de la guerre », avait-il déploré avant même son premier rendez-vous.

De fait, le président bosniaque s'était dit prêt, le 11 mars, à proroger la trêve mais en posant une condition qui n'avait guère de chance d'être remplie : que le président de Serbie Slobodan Milosevic « reconnaisse la Bosnie-Herzégovine ». Le soir même, celui-ci renouvelait son refus.

M. Akashi a, néanmoins, indiqué qu'il allait tenter de faire changer les Bosniaques de point de vue. Il doit rencontrer le président Alija Izetbegovic aujourd'hui.

L'homme de Chirac sollicite le vote des Français d'ici

NADIA KERBOUA
collaboration spéciale

À quelques jours des élections présidentielles françaises, les candidats continuent d'animer des rencontres avec les électeurs afin d'asseoir, encore plus, leur base populaire et briguer la confiance de ceux que les sondages qualifient d'indécis.

La sollicitation du vote des Français se fait, également, hors de l'Hexagone.

Ainsi M. Didier Bariani, député-maire du 20^e arrondissement de Paris, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères sous Chirac (1986-1988) était à Montréal la semaine passée pour y promouvoir la campagne de M. Jacques Chirac auprès des Français vivant, entre autres, sur le continent nord et sud américain.

Pendant dix jours, M. Bariani n'a eu de cesse de rencontrer les Français expatriés afin d'expliquer l'importance du vote chiracien. M. Chirac accorde, nous a déclaré M. Bariani, une importance capitale à la présence de la France dans le monde et à la place qu'occupent les communautés françaises à l'étranger.

Les Français expatriés ne sont pas nombreux, ils ne dépassent pas 1 600 000 personnes dans le monde, dont 900 000 sont officiellement immatriculés dans les consulats.

Ce nombre relativement faible s'explique par le fait que la France n'a pas de tradition d'expatriation comme l'Angleterre, l'Italie...

Et pourtant, les Français vivant à l'étranger, précise M. Bariani, sont d'excellente qualité. Ils sont, souvent, des chefs d'entreprises ou des coopérants universitaires.

Au Québec, la communauté françai-

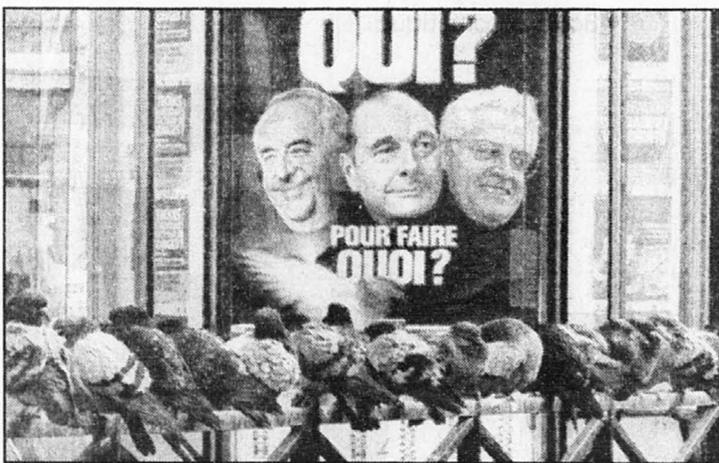


PHOTO AP

C'est le printemps à Paris (aussi) et les pigeons font la pause, devant l'affiche d'un magazine français portant sur la présidentielle.

se est à 17 p. cent bi-nationale, ce qui explique, note l'envoyé du RPR, la bonne implication et l'intégration des Français. Ces Français sont, donc, appelés à voter dans les postes consulaires de Québec et de Montréal la semaine prochaine.

Ils seront de l'ordre de 6700 votants dans la région de Montréal et 1600 à Québec.

Un comité de soutien à M. Chirac a été créé, à Montréal, au mois de janvier, sa principale mission consistait à expliquer, aux Français du Québec, le programme politique que propose le candidat aux élections présidentielles, M. Chirac.

Sur les 900 000 Français immatricu-

lés dans le monde, 50 p. cent le sont en Europe, notamment en Belgique, en Allemagne, en Suisse, en Italie et en Espagne. 20 p. cent en Afrique, 20 p. cent sur le continent nord et sud américain. Leur présence est quasi-infinie au Proche et Moyen Orient : 5 p. cent et le même pourcentage se retrouve en Océanie pacifique.

Il n'y a pas de surprise concernant le renversement des sondages en faveur de Chirac, relève M. Bariani, ce phénomène s'est produit dès le mois de février. Il faut dire que Chirac a mené une campagne extrêmement dynamique, différente de celle de Balladur parce qu'elle était d'une tonalité juste, a expliqué M. Bariani.

► REPÈRES □ Argentine

Carlos Menem marche sur des oeufs

GILLES TOUPIN

■ Le 14 mai prochain, à l'instar du président péruvien Alberto Fujimori, le président argentin Carlos Menem tentera de se faire réélire. Trois grands obstacles pourraient cependant mettre un terme à ses ambitions.

D'abord, une dispute sur une question de brevets pharmaceutiques vient troubler la quiétude de ses relations avec les États-Unis. Ensuite, le scandale de la vente d'armes à l'Équateur est devenu au cours des semaines une véritable boîte de Pandore. Enfin, l'affaire des disparus politiques lors de la fameuse « guerre sale » des années 70 préoccupe de plus en plus les Argentins qui en ont fait un grand débat public.

Le président Menem se targue d'avoir maintenu dans la qualité de ses relations avec Washington une fidélité qu'il n'a pas démontrée en d'autres sphères d'activité. Sous sa gouverne, le péronisme a pour ainsi dire été révisé en raison « d'une grave erreur historique du général Pe-

ron » : celle d'avoir pris ses distances de la puissance américaine. Pour Carlos Menem, réaligner l'Argentine sur les États-Unis fut un bienfait qu'il ne cesse aujourd'hui de défendre.

Or, voilà que Washington fait des pressions actuellement pour que les pays du tiers monde reconnaissent — et en payent les droits — les produits pharmaceutiques qu'ils fabriquent sous brevets américains. En Argentine, les laboratoires pharmaceutiques opèrent sans payer de droits sur ces médicaments. Un puissant loby argentin — avec beaucoup de pouvoir auprès du législatif — tente donc par tous les moyens que soit approuvé une loi qui donnerait aux laboratoires un sursis de huit ans pendant lequel ces derniers continueraient la fabrication des produits en question sans payer de droits. L'ambassadeur américain à Buenos Aires et la Maison-Blanche ont fait savoir que cela était « intolérable ».

Le président-candidat se retrouve donc entre le marteau

et l'enclume. D'une part, il peut faire voter une loi qui donnerait satisfaction aux Américains mais qui en revanche lui mettrait à dos le lobby pharmaceutique argentin, le Congrès et la population qui verrait d'un mauvais oeil l'augmentation automatique des prix des médicaments. D'autre part, il peut promulguer la loi souhaitée par les laboratoires et il se retrouverait devant la possibilité annoncée par Washington de sanctions commerciales contre son pays et d'une perte de son prestige auprès des « gringos ».

Dans l'affaire de la vente secrète d'armements à l'Équateur, alors en guerre avec le Pérou pour un différend frontalier, le président Menem prétend ne pas avoir été informé de ces trafics opérés par la firme Fabricaciones Militares Argentinas (FAM). La presse et des fuites orchestrées par Washington ont également permis d'apprendre que FAM était derrière d'autres ventes illégales d'armements sur le marché mondial à des pays tels la Croatie, sous embargo de l'ONU, et

l'Irak (pendant la guerre du Golfe). Les armes argentines se promènent ainsi sur la planète, munies de papiers falsifiés, et sont accessibles à tout ceux disposés à en payer le prix fort. Le problème pour le président-candidat, c'est que l'homme responsable de la FAM, M. Sarlenga, est un homme de son entourage. Plus la presse gratte cette affaire, plus ça sent mauvais...

Enfin, troisième patate chaude pour Carlos Menem : les disparus politiques. Depuis, tout récemment, que les révélations du capitaine de corvette Francisco Scilingo sur la manière dont étaient assassinés pendant la « sale guerre » les prisonniers politiques (drogués et largués par hélicoptères au large des côtes argentines) ont été rendues publiques, l'affaire a pris des proportions imprévues sur la scène politique.

On croyait le dossier clos en Argentine mais il appert que les cicatrices de cette sombre époque ne sont pas encore disparues. La population, après que d'autres militaires eurent confirmé les révélations de Scilingo, ne

comprend pas l'absence de châtiments pour les responsables de ces atrocités inénarrables. Les lois votées par le gouvernement de Raul Alfonsín sont certes responsables en partie de cette lacune mais beaucoup d'Argentins, en particulier les familles des victimes, reprochent à Carlos Menem son indulgence dans ce dossier.

De jour en jour, le gouvernement Menem fait preuve d'indifférence et d'une certaine torpeur face à ces grandes questions nationales. Dans un pays où la tradition démocratique est encore faible, la réélection d'un candidat-président peut avoir des effets pernecieux sur le pays. Les grands débats publics sont limités à clore les discussions avec des explications ou des arguments qui s'averent bien souvent faux dès le lendemain. Tout est bon pour éviter la défaite du gouvernement.

D'ici au 14 mai, des surprises sont possibles en Argentine. Octavio Bordon, lui, second dans les intentions de vote, le sait. Il se croise les doigts et attend.

MONDE

La justice allemande traque de présumés terroristes

Il s'agit de deux fils du président du FIS

d'après AFP
KARLSRUHE

Le parquet fédéral allemand, compétent pour les affaires de terrorisme, a ouvert une information judiciaire contre deux des fils du président du Front islamique du Salut (FIS-dissous) algérien Abassi Madani, soupçonnés d'appartenance à une organisation terroriste, a indiqué hier un porte-parole du parquet.

Ikbal (27 ans) et Salim (23 ans) Madani, qui ont obtenu en Allemagne le statut de réfugiés politiques, sont soupçonnés d'avoir cherché à fournir des armes, des munitions et des explosifs aux groupes fondamentalistes armés opérant en Algérie, a indiqué le porte-parole, le procureur Rolf Hannich.

Perquisitions

M. Hannich a affirmé que cette enquête, entamée en janvier, était liée à des perquisitions dans les régions de Aix-la-Chapelle et Francfort le 28 mars dans des appartements de militants du FIS.

La justice allemande confirme ainsi pour la première fois des informations données, fin mars, de sources françaises proches de la lutte anti-terroriste.

Lors de la perquisition du 28 mars, les autorités avaient saisi chez l'un des frères Madani un détonateur, des documents d'identités falsifiés et une forte somme d'argent (l'équivalent de 70 000 dollars, selon les sources françaises).

Les deux fils Madani avaient été condamnés à mort par contumace en 1993 par la Cour spéciale d'Alger dans le cadre de l'affaire de l'attentat de l'aéroport d'Alger (neuf morts, en 1992). Ils étaient accusés d'appartenance à une organisation armée, les « Fidèles au serment ».

Statut de réfugié

Hier, quelques heures avant que le parquet ne confirme l'ouverture d'une enquête, le tribunal administratif d'Aix-la-Chapelle (ouest) avait confirmé le statut de réfugié politique en Allemagne de plusieurs membres de la famille d'Abassi Madani, dont Ikbal et Salim.

La famille d'Abassi Madani, actuellement emprisonné en Algérie, s'est réfugiée en Allemagne en août 1992.

Le tribunal administratif a, ainsi, débouté le délégué fédéral à la reconnaissance des réfugiés, M. Johann Reichler, qui, au nom du gouvernement, lui avait demandé de priver du droit d'asile Ikbal et Salim Madani, ainsi que l'épouse d'Abassi Madani Saïda, leur plus jeune fils Ahmed, et Toufik Tchikou, beau-frère d'Abassi Madani et condamné à mort par contumace en Algérie.

Le tribunal souligne que Ikbal et Salim Abassi ont été eux aussi condamnés à mort par contumace.

De son côté, M. Reichler avait mis en doute le fait qu'ils soient menacés de poursuites politiques en Algérie. Le tribunal devra encore se prononcer sur un autre recours contre l'octroi, en février 1994, du droit d'asile politique au chef de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, Rabah Kébir. En attendant, M. Kébir doit se présenter régulièrement aux autorités.

L'AUTO

BEAUCOUP



**BEAUCOUP PLUS POPULAIRE
BEAUCOUP PLUS ABORDABLE
BEAUCOUP PLUS POUR VOTRE ARGENT**

DODGE CARAVAN/PLYMOUTH VOYAGER 1995

«Le meilleur achat dans sa catégorie»
selon le magazine *Carguide*

La seule et unique Autobeaucoup 1995 de Chrysler

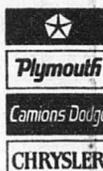
Ensemble 24 T

- Coussins de sécurité côté conducteur et passager, de série
- Poutres latérales de portes, de série
- Moteur V6 de 3 L
- Boîte automatique
- Traction avant
- Climatiseur
- Porte-bagages
- Radio AM/FM stéréo
- Ensemble d'éclairage
- Désembueur de glaces latérales
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Essuie-glace sur hayon
- Et en plus, sièges pour 7 passagers



Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

**LE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER DE VOTRE RÉGION.
QUELQU'UN DE FIABLE.**



*Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-dessus. Terme de 30 mois, avec versement initial ou échange équivalent. Transport, immatriculation, taxes et assurances en sus. Sous réserve de l'approbation de Chrysler Crédit Canada Ltée. Un dépôt de sécurité équivalent à un versement sera exigé. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 62 500 km, au taux de 6 ¢ le km. Offre d'une durée limitée. Détails chez le concessionnaire.

Participez au concours

VACANCES
AIR CANADA

FREDONNE?

CKOI QUE NORMAND

À gagner 12 voyages pour deux personnes au nouveau SuperClubs Breezes à Nassau aux Bahamas, d'une valeur de

42 000\$

Comment participer:

Participez au concours «CKOI QUE NORMAND FREDONNE» en remplissant le coupon de participation jusqu'au 28 avril.

Tous les matins à compter du 6 mars, jusqu'au 28 avril 1995 de lundi au jeudi vers 7h35, Normand Brathwaite fredonnera l'air d'une chanson populaire et vers 7h25 l'équipe de «LE TROP D'BONNE HEURE!» pigera un coupon de participation.

L'équipe appellera le participant qui devra répondre en chantant la chanson fredonnée par Normand Brathwaite.

Si le participant a la bonne réponse, nous gardons son coupon de participation pour l'attribution d'un voyage double qui sera tiré tous les vendredis parmi les gagnants de la semaine.

Si tous les voyages ne sont pas attribués le vendredi, ils seront transférés le vendredi suivant et seront attribués parmi les gagnants de cette même semaine.

Les règlements sont disponibles à CKOI. Les facilités fait à la main sont acceptées.

GOÛTEZ À LA FRAÎCHEUR DU NOUVEAU SUPERCLUBS Breezes

Nous vous souhaitons la bienvenue au Nouveau SuperClubs, BREEZES. Le seul et unique club de vacances Super-Inclus aux Bahamas! Venez découvrir la plus belle plage de Nassau à Cable Beach. Ici, boissons, bouffe et activités sont comprises dans le prix! C'est aussi simple que cela. Sports nautiques, sports terrestres, disco du tonnerre, boissons de marques internationales à volonté, des bars qui ferment seulement quand vous partez, des spectacles éblouissants tous les soirs...sans jamais sortir un pourboire de votre poche!

CKOI FM «CKOI QUE NORMAND FREDONNE»
211, rue Gordon, Verdun (Québec)
H4G 2R2

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____

CODE POSTAL: _____

Numéros de téléphone où l'on peut vous rejoindre à:

7h25: () _____

8h25: () _____

CKOI
96.9 FM

La Presse

AIR CANADA



SuperClubs

Les seuls Super-Inclus dans les Caraïbes!

Breezes
BAHAMAS